

G.R. Notes pour exposé au LEST le 14 octobre 2019. Itinéraire anti économiciste.

En ayant proposé pour notre séance, le titre Capitalisme ancien et nouveau, j'étais bien prétentieux, car je vais plus modestement essayer de vous raconter comment a évolué les critiques du capitalisme (ou plus précisément de l'économisme) que j'ai pu faire au fur et à mesure de l'avancement de mes activités. C'est-à-dire partir de mon point de vue critique de l'économisme sans du tout prétendre à une analyse scientifique, objective et distanciée de ce qu'a été l'évolution du capitalisme. Ce faisant je mets au cœur de mon exposé l'évolution de mes propres travaux ce qui peut paraître à nouveau bien prétentieux, mais tant pis pour vous, j'assume.

Je partirai à l'origine d'un document écrit **en 1956 « Pour un renouveau du socialisme »** en collaboration avec Jacques Viard, mon ancien professeur de français lorsque j'étais en troisième dans un collège de jésuites à Reims. Donc en 1956, 14 ans plus tard alors que je l'avais convaincu d'adhérer au Mouvement de Libération du Peuple (pas moins !!!), qui rassemblait essentiellement des ouvriers formés à la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne). Dans ce texte nous marquions très nettement notre distance par rapport au communisme soviétique et nous considérions qu'une planification démocratique qui orienterait l'économie vers la satisfaction des besoins essentiels supposait de limiter les pouvoirs du capitalisme et d'avoir un Etat fort limitant les intérêts privés grâce notamment à la nationalisation de secteurs économiques essentiels. Le MLP a ensuite fusionné avec la Nouvelle Gauche et le PSA de M.Rocard pour créer l'Union de la Gauche Socialiste. Désireux de comprendre ce que pouvait donner la planification économique dans un pays industrialisé anciennement capitaliste, j'ai fait une étude sur la planification en Allemagne de l'est¹ et j'ai compris alors le désastre que pouvait être une planification bureaucratique qui prétendait faire mieux qu'une économie de marché capitaliste. J'ai travaillé ensuite pendant 5 ans à l'UNEDIC de 1960 à 1965 au service des études à une période où il n'y avait pas de chômage. En 1965, j'ai quitté cette prison dorée qu'était l'UNEDIC pour entrer au CNRS me sentant impuissant à l'UNEDIC à aider patronat et syndicats à affronter ensemble les effets prévisibles du progrès technique sur l'emploi et le chômage.

En 1967 j'ai publié « **La seconde société industrielle** ». qui rassemblait quelques articles critiques sur ce que l'on peut appeler l'économisme². En le feuilletant pour préparer mon exposé, je dois dire que j'ai été vraiment profondément démoralisé, car il me semble que des objections à la suprématie de l'économie dans la vie sociale et politique étaient clairement posées et que cinquante ans plus tard nous sommes toujours aussi démunis à l'égard d'un certain capitalisme, et même que la situation s'est considérablement aggravée³. En effet, dans les conclusions de ce livre paru en 1967 je critiquais le rapport intitulé « Réflexions pour 1985 » qui était le fruit du travail d'un groupe réuni par le Premier Ministre à la fin de 1962. Selon l'Avant-Propos de Pierre Massé, alors commissaire général du Plan, nommé par de Gaulle, il s'agissait de faire un travail de prospective et de voir ce que la planification française pouvait tirer d'une « sorte de questionnaire sur l'avenir de l'homme, du progrès technique, de la croissance économique, des fins du développement, du concert entre les nations ».

¹ Guy Roustang. Développement économique de l'Allemagne Orientale. Société d'Édition d'Enseignement Supérieur. Paris 1963.

² Articles notamment de Bertrand de Jouvenel et Weisskopf professeur à la Roosevelt University. Celui-ci écrivait : « Le fait qu'il semble exister à présent un tel accord sur l'importance du PNB et sa croissance est la raison d'être de cet essai ; je propose d'instaurer par l'éducation et la persuasion, un accord sur le fait que nous avons eu tort en l'occurrence et que nous devrions modifier nos concepts et nos actions en conséquence ». Ecrit en 1964 !

³ Après coup cela m'a plutôt amusé d'être amené à survoler l'essentiel de mes publications, de retrouver l'ordre de ces publications, d'y trouver une certaine logique.

Aujourd'hui je suis encore effaré du résultat de ce travail de réflexion assumé par nos « élites » de l'époque. J'écrivais : « La démarche ne consiste pas à déduire de finalités sociales explicites ce que sera la vie économique » (187), il s'agit au contraire de prendre en compte des évolutions considérées comme « nécessaires » : urbanisation très rapide, augmentation de la taille des villes, doublement du nombre de voitures particulières dans les vingt prochaines années, création d'unités de production spécialisées de taille sans cesse croissante, création d'entreprises géantes groupant un grand nombre d'unités de production, mobilité géographique (avec cette remarque des rédacteurs : « l'attachement au terroir est un sentiment respectable, mais il freine considérablement les changements de domicile »). Les auteurs du rapport affirment clairement : « l'homme n'a pas le choix. Il devra trouver son bonheur, son salut dans ces structures nouvelles »

Les auteurs de « Réflexions pour 1985 » ne sont pas naïfs, ils sont lucides sur les conséquences que ce « progrès » entraînera. Ils écrivent : « La vie s'accordant de moins en moins directement aux rythmes biologiques et naturels, l'obligation faite de se mouvoir dans un espace artificiellement construit et restreint...amèneront l'individu à perdre progressivement son autonomie individuelle... »

Et j'écrivais alors : « Ce n'est donc pas une vie harmonieuse qui nous est promise grâce aux possibilités qu'offrirait le progrès technique de libérer l'homme, de lui permettre d'épanouir ses possibilités les plus sublimes par le dialogue avec ses semblables et les contacts avec la nature. Non. Il s'agit plutôt d'une marche forcée, rythmée par le développement de la science et de la technique auquel il s'agit de s'adapter tant bien que mal » (188).

Le comble du cynisme inconscient des rédacteurs me semble bien exprimé dans le genre de remarque suivante : « Des changements si profonds et si fréquents dans les activités de l'homme imposeront sans doute une évolution de ses valeurs...Si l'on veut éviter que l'horizon ne se dérobe, il faudra que nous puissions sans cesse les réinterpréter. Ce sera peut-être la fonction des savants, mais aussi des philosophes, des théologiens et des artistes, qui seront plus que jamais nécessaires » (Réflexions pour 1985, p.107). Autrement dit artistes, philosophes, théologiens auront pour mission d'adapter les humains aux nécessités des évolutions qui sont imposées par les progrès scientifiques et techniques⁴. Drôle de conception de la planification (l'ardente obligation dont parlait de Gaulle) et terrible expression selon moi de la démission du politique par rapport à l'économie.

Dans le livre « La seconde société industrielle » il y avait donc des articles qui montraient les insuffisances de l'intérêt majeur porté par les politiques à la croissance économique marchande mesurée par le PIB. Jacques Delors à cette époque avait montré l'intérêt qu'il y aurait à développer des indicateurs sociaux en complément du calcul de la croissance du PIB qui mesurait les valeurs marchandes et l'enrichissement monétaire. Dans cette perspective nous avons créé au LEST une équipe pour tenter d'améliorer la qualité du travail des ouvriers spécialisés (OS), indépendamment de leur revenu. Un livre a été publié en 1975 et réédité plusieurs fois : « Pour une analyse des conditions du travail dans l'entreprise » qui voulait permettre aux syndicats et aux directions d'entreprise de discuter des conditions de travail. Cette méthode d'analyse des conditions de travail établie à partir des connaissances ergonomiques a connu une large diffusion. Elle a été reprise par l'UIMM - le syndicat patronal le plus puissant du CNPF à cette époque - et malheureusement très peu par les syndicats.

Plus largement dans « **Le travail autrement** » avec en sous-titre « Travail et mode de vie » paru en 1982, quelques années après la fin des « Trente glorieuses », en me réclamant notamment de Karl Polanyi, de Louis Dumont, d'Hannah Arendt, j'ai plaidé pour la réinsertion de l'économie dans le

⁴ N'en est-on pas là aujourd'hui avec le transhumanisme ?

débat social et politique. Comme l'indiquait Pierre Rosanvallon dans sa préface : « C'est en effet dans la pensée de ce retournement qui s'impose dans les rapports économie/société/Etat que le projet d'un au-delà de la crise prend toute sa signification ». La phrase suivante donne une idée de la thèse défendue tout au long de ce livre « Il ne suffit pas de dire qu'aucun indicateur économique...ne peut rien nous livrer la qualité d'une civilisation, il faut reconnaître que la centration privilégiée sur l'acquisition de la richesse entraîne une course sans fin, rend toujours plus dépendant à l'égard de la rareté. C'est la croissance contre nature du naturel dont parlait H.Arendt. Sans doute devons-nous prendre le contrepied des fondateurs de l'économie. Au lieu de dire : enrichissez-vous et le reste vous sera donné par surcroît, il faut reconnaître que seule la maîtrise de la vie économique permet d'accorder une place centrale au non-économique ». (p.17).

Suite à la publication du livre « Le travail autrement » j'ai été appelé par le Commissariat Général du Plan pour faire partie d'une commission « Changement des modes de vie » et je suis devenu Rapporteur Général du rapport « Comment vivrons-nous demain ? ». (La Documentation française, 1983). J'avais complètement oublié ce rapport et je l'ai à nouveau feuilleté pour préparer mon exposé. Cela m'a replongé dans ce qu'avait été le Commissariat Général du Plan comme lieu d'échange entre représentants du patronat, des syndicats, des chercheurs, de l'administration, et du pouvoir politique. Le président de notre commission « Changement des modes de vie » était député et Président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée Nationale, la Vice-Présidente était député également. Pendant des mois nous avons eu des séances de travail pour discuter des rapports d'équipe de recherche sur l'évolution des modes de vie. Voici quelques-uns des sujets traités : « La redécouverte du local », « La consommation, niveau de vie et mode vie » « Massification de la consommation » etc., etc.

Ensuite est paru « **L'emploi, un choix de société** » en 1987 dans une collection d'Alternatives Economiques. Ce livre partait du constat d'un ralentissement de la croissance mais plutôt que de s'en désoler et de rechercher à relancer à tout prix cette croissance du PIB, il fallait au contraire bien prendre conscience de ses coûts sociaux et environnementaux. Plutôt que de poursuivre par ex. la réduction de la population active dans l'agriculture, ne fallait-il pas favoriser son maintien pour la protection de l'environnement et des paysages ? ⁵

J'ai alors suggéré au commissaire général adjoint J.B.de Foucauld de proposer à quelques personnes travaillant sur l'emploi de confronter leurs vues. Un rapport est alors paru à La Documentation Française **Emploi, croissance, société en juin 1991**. Mais après avoir demandé l'avis de Martine Aubry, alors ministre du travail, le Commissariat du Plan n'a pas voulu prendre le rapport à son compte, alors que ce rapport était le fruit d'un travail mené collectivement comme jamais auparavant⁶. Il a été mentionné « Rapport de Guy Roustang ». Sans doute que les pouvoirs en place étaient réticents à prendre à leur compte le type de questionnement suivant : « Il semble bien que la primauté actuelle de l'économie fasse courir plusieurs risques à la société : le risque écologique non traité ici, est le plus évident, ; celui d'une exclusion sociale et durable profonde ne l'est pas moins et justifie des développements particuliers ; mais il y a plus : il y a risque aussi d'appauvrissement du lien social dans notre société et à terme danger pour la vitalité de notre démocratie, dans la mesure où le fossé risque de se creuser entre d'une part l'anonymat de la vie économique et du régime

⁵ Dans son petit livre « Adieu à la croissance » paru plus tard en 2010, Jean Gadrey a repris des enquêtes de satisfaction et d'évolution du PIB dans un grand nombre de pays et a montré que le « rendement en bonheur du PIB/h semble donc nul au-delà d'un niveau qui correspond à la moitié du PIB/h en France » p.32

⁶ Jean-Michel Charpin qui était directeur du Centre d'Etudes Prospectives et d'Information International avait bien voulu relire attentivement le rapport avec moi et corriger tout ce qui pouvait prêter à critique d'un économiste orthodoxe.

assurantiel de la protection sociale, et d'autre part le retrait dans la sphère privée. En effet l'Etat-Providence a remplacé les solidarités anciennes, mais il n' pas été créateur de société. Quant au retrait dans la vie privée, il constitue à terme un danger pour la démocratie etc. ».

Mais je me rends compte que si je continue ainsi en évoquant ce qu'il y a dans chacune des publications qui ont suivi⁷, je vais être trop long et dépasser largement le temps qui m'est imparti. Je laisse donc tomber tout ce qui concerne la collaboration avec des amis comme Jean-Louis Laville l'un des fondateurs de l'économie solidaire, ou Bernard Perret et ses travaux sur la démarchandisation.

Je suis donc amené à tenter de résumer ce pour quoi avec d'autres je me suis toujours battu sans grand succès. J'ai souvent cité cette phrase d'Hannah Arendt dans Condition de l'homme moderne (1961). Compte tenu des progrès techniques « C'est une société de travailleurs que l'on va libérer des chaînes du travail, et cette société ne sait plus rien des activités plus hautes et plus enrichissantes pour lesquelles il vaudrait la peine de gagner cette liberté. Dans cette société qui est égalitaire, ...il ne reste plus de classe, plus d'aristocratie politique ou spirituelle, qui puisse provoquer une restauration des autres facultés de l'homme ». ⁸ Ou encore cette phrase de Péguy, dans son utopie « Marcel, de la cité harmonieuse » (juin 1898) : « le travail à faire en art, en science, et en philosophie est indéfini ». Cela correspond à cet espoir utopique que pour sortir de l'économisme il y ait un jour un ministère de la culture qui détienne le véritable pouvoir dans un gouvernement qui ne soit plus dominé par le Ministère des Finances.

Au contraire, le risque aujourd'hui c'est celui d'un changement anthropologique. Alors que Polanyi pensait que la société de marché était si peu naturelle qu'elle ne saurait durer, la question angoissante est bien aujourd'hui celle d'un changement anthropologique déjà évoqué par C.Castoriadis. « Surgit ce dilemme terriblement pressant : dépassement du capitalisme ou déshumanisation irrémédiable du genre humain. »⁹ C'est toute la question des risques de l'humanisme augmenté ¹⁰ celle aussi d'un capitalisme culturel qui trouve dans nos loisirs des débouchés infinis ¹¹.

Ces dernières années, en collaboration avec Daniel Cérézuelle qui m'avait contacté à la suite de sa lecture du livre « Le travail autrement », nous avons créé le PADES (Programme autoproduction et développement social). Daniel Cérézuelle, disciple de Jacques Ellul, avait montré par des enquêtes l'intérêt de l'autoproduction, notamment les jardins familiaux comme mode d'insertion sociale et professionnelle. Au PADES, nous avons essayé avec des succès limités de développer l'autoproduction accompagnée spécialement les jardins familiaux et l'auto-réhabilitation des logements ¹².

Et aujourd'hui, le petit Don Quichotte que je suis s'efforce de créer une encyclopédie du changement de cap. Ce sera mon dernier combat.

⁷ Notamment : avec B.Perret : L'économie contre la société, Seuil 1993, puis « Vers un nouveau contrat social » avec Jean-Louis Laville, Bernard Eme, Daniel Mothé, Bernard Perret, DDB 1996, enfin « Démocratie : le risque du marché » DDB 2002.

⁸ Hannah Arendt. Condition de l'homme moderne, Paris 1961 p.11. Keynes disait la même chose en s'adressant à ses petits-enfants. Voir « L'emploi : un choix de société » pp.141/142.).

⁹ Démocratie ; le risque du marché, p.39.

¹⁰ In eccap.fr, article de Maurice Merchier : Le transhumanisme, l'homme augmenté, l'humanité mutilée.

¹¹ Voir par ex. le livre de Bruno Patino, directeur éditorial d'Arte France : « La civilisation du poisson rouge . Petit traité sur le marché de l'attention ». Grasset. 2019.

¹² Daniel Cérézuelle, Guy Roustang. Autoproduction accompagnée, un levier de changement. Eres, 2010. Voir le site du PADES.

Pour conclure et tenter de montrer que les questions évoquées ne sont pas hors du temps, je cite le récent dossier de l'hebdomadaire Télérama du 14 au 20 septembre. Ce numéro affiche sur la page de garde : « Les enfants et les écrans – Ils vont payer l'addiction ». En tête de l'article principal, voici ce que l'on trouve : « En Californie, la Waldorf School est un cas d'école. Ici pas d'ordinateur avant la quatrième ou la troisième. Cet établissement a banni les écrans et voit affluer les enfants de cadres de la Silicon Valley. Clé de son succès : une pédagogie axée sur la relation humaine ». A la question : Par quoi remplacez-vous les écrans ? Réponse : par la relation humaine, qui est au cœur de l'envie d'apprendre, et par l'utilisation de tous les sens : les plus jeunes vont manipuler le plus d'objets possible, en construire... A partir du Cours Préparatoire, ils apprennent à tricoter. Les compétences requises (*pour tricoter*) sont bien plus nombreuses que s'ils étaient devant un écran. ».

La solution à l'économisme : le tricot.